

Desmond Tutu : "Le changement climatique est notre ennemi à tous"

Décédé ce 26 décembre, Desmond Tutu était connu pour son engagement contre l'apartheid en Afrique du Sud et pour les droits des populations opprimées. Il s'était aussi engagé avec détermination dans la lutte contre le réchauffement climatique.



Image : Desmond Tutu en 2008. CC BY-NC-SA 2.0 Joshua Wanyama via flickr.

Desmond Tutu, militant sud-africain pour les droits humains et contre l'apartheid, est mort dimanche 26 décembre. En 2015, en prélude à la Cop21 organisée à Paris, Desmond Tutu avait accepté de préfacier un livre collectif, *Crime climatique Stop*, publié aux éditions du Seuil. L'ouvrage s'accompagnait d'un appel signé par des personnalités du monde entier. Dans cette préface, Desmond Tutu nous invitait à garder espoir et à nous tourner résolument vers l'avenir au travers de mobilisations climatiques de masse, seules à

même de changer la donne.

"Qui peut donc arrêter le changement climatique avant qu'il ne soit trop tard ? Nous", écrivait-il.

Nous republions ici ce texte.

Nous avons combattu l'apartheid. Aujourd'hui, le changement climatique est notre ennemi à tous

C'est absolument inédit. Jamais encore de toute notre histoire nous n'avions été appelés comme nous le sommes aujourd'hui à agir de manière collective pour défendre notre planète. L'espèce humaine a certes surmonté des guerres mondiales, des épidémies, des famines, l'esclavage, l'apartheid et de nombreuses autres conséquences effroyables de l'intolérance en matière de religion, de classe, de race, de sexe ou d'opinions. Au fil du temps, les êtres humains ont fait la preuve de leur extraordinaire capacité à rebondir. La planète a aussi démontré une grande capacité de résilience si l'on considère tous les déchets qu'elle a pu absorber depuis le début de la révolution industrielle et l'invention du moteur à combustion.

Cependant, les temps ont changé et l'avis des scientifiques est aujourd'hui sans appel. On peut se figurer l'environnement comme une sorte d'éponge sur laquelle nous sommes assis et qui nous nourrit. Or cette éponge est désormais saturée de carbone. Si nous ne limitons pas le réchauffement climatique à 2 degrés au maximum, nous sommes condamnés à être les témoins d'une extinction d'espèces massive et nous devons nous préparer à rentrer dans une ère dont l'instabilité et l'insécurité dépasseront tout ce que nous avons connu.

Depuis que nos ancêtres ont acquis la maîtrise du feu, ce sont les énergies fossiles qui servent essentiellement à alimenter l'effort humain. Si nos maisons sont chauffées, si nos industries fonctionnent et si nous pouvons nous déplacer, c'est grâce au charbon, au pétrole et au gaz. Nous avons donc accepté de nous mettre dans une situation de dépendance absolue et sommes aujourd'hui coupables de n'avoir pas voulu voir les signes du désastre qui s'annonce.

En tant que citoyens du monde prêts à assumer leurs responsabilités, en tant que sœurs et frères membres d'une même famille, nous avons désormais le devoir de convaincre nos dirigeants d'accepter une nouvelle direction qui nous libère de la situation de dépendance collective dans laquelle nous sommes vis-à-vis des énergies fossiles.

Réduire notre empreinte carbone n'est pas seulement nécessaire d'un point de vue technique et scientifique. C'est aussi devenu le plus grand chantier de défense des droits de l'homme de notre époque. En effet, alors qu'on laissait filer le niveau mondial d'émission en toute impunité, les effets n'ont pas tardé à se faire sentir de façon très violente dans le monde réel. Ce sont aujourd'hui les populations les plus pauvres qui font l'épreuve de la puissance destructrice du changement climatique et qui doivent faire face aux cataclysmes, à la canicule, à la sécheresse, à la montée en flèche du prix des denrées alimentaires ou à l'augmentation du nombre des réfugiés climatiques. Ainsi, les sociétés les plus touchées par le problème sont celles qui ont le moins participé à sa création. Dans le même temps, celles qui sont le mieux pourvues pour mettre un frein à l'escalade n'en finissent pas de tergiverser. Les Africains vont se retrouver à payer le prix fort alors que leur continent émet moins de carbone que n'importe quel autre. L'injustice est criante.

Les Nations unies méritent d'être louées pour l'œuvre remarquable qu'elles ont accomplie en matière de droits de l'homme. On est loin de pouvoir dire la même chose cependant de leur travail sur le changement climatique, domaine dans lequel elles se sont heurtées à l'opposition de gouvernements et de grands groupes industriels qui ont privilégié jusqu'à maintenant leurs intérêts économiques et politiques à court terme par rapport à la capacité de survie à long terme de notre espèce.

Nous devons aujourd'hui mettre fin à cette fuite en avant. Nous ne pouvons pas continuer à nous complaire dans la dépendance aux énergies fossiles comme si demain n'existait pas. Il nous faut engager de toute urgence une transition mondiale vers une économie nouvelle basée sur des énergies non-nocives. Pour cela, nous devons repenser entièrement nos systèmes économiques afin de les rétablir sur des bases plus équitables et plus durables. En ce qui me concerne, je ne perds pas espoir. L'histoire nous a montré que quand des êtres humains rassemblent leurs forces pour défendre une cause juste, rien ne peut leur résister.

Les formes de mobilisation contre le changement climatique sont nombreuses et pour la plupart accessibles à chacun d'entre nous. Nous pouvons par exemple veiller à économiser l'énergie. Toutefois, les scientifiques affirment que ces mesures prises à l'échelle individuelle ne suffiront pas à faire la différence. Elles se révèlent d'ailleurs peu opérantes pour les populations qui sont dans la pauvreté. Mais nous avons aussi la possibilité de boycotter les événements, émissions et équipes sportives sponsorisées par des compagnies pétrolières. Nous pouvons exiger que la publicité concernant ces sociétés soit assortie d'avertissement sur le caractère nocif de leurs activités. Nous pouvons mettre en place des journées sans voiture, des plateformes de sensibilisation et demander à nos communautés religieuses respectives d'adresser des messages à leurs fidèles. Enfin, il est en notre pouvoir d'encourager les fournisseurs d'énergie à investir davantage dans le développement des énergies renouvelables, ou bien de récompenser nous-mêmes les entreprises qui le font en utilisant de préférence leurs produits.

Dans les années 1980, au temps de l'apartheid, on considérait que ceux qui faisaient des affaires avec l'Afrique du Sud donnaient une marque d'approbation et de soutien tacites à un système immoral. De la même manière, nous affirmons aujourd'hui que personne ne devrait pouvoir tirer de profit

de l'escalade des températures et de toutes les souffrances causées par la combustion d'énergies fossiles.

D'autres démarches sont encore possibles, comme celle d'inciter les universités, communes, fondations, entreprises, particuliers et institutions culturelles à couper tous les liens qu'ils entretiennent avec l'industrie pétrolière pour récupérer leurs fonds et les réorienter vers les énergies renouvelables. L'argent doit être investi non pas dans le problème mais dans la solution. Par ailleurs, nous pouvons aussi exercer une pression au niveau de nos gouvernements pour qu'ils financent les entreprises durables, cessent de subventionner le secteur pétrolier et gèlent les travaux de prospection en cours visant à développer de nouvelles sources d'énergies fossiles.

En effet, les réserves dont l'existence est prouvée dépassent d'ores et déjà largement la quantité que l'on peut désormais se permettre de consommer si l'on veut minimiser le risque climatique. Malgré cela, les compagnies pétrolières n'en continuent pas moins à dépenser 500 milliards de dollars chaque année dans l'exploration de nouveaux gisements fossiles. Elles feraient mieux de consacrer cet argent à développer des énergies propres. Dans tous les cas, il est en notre pouvoir d'encourager nos dirigeants à faire les bons choix moraux et à se prémunir contre l'influence illégitime d'industriels qui ne cherchent qu'à lier les mains des acteurs politiques engagés dans la lutte contre le changement climatique. Si nous agissons de manière collective, beaucoup de choses sont à notre portée, y compris le fait de déclarer le secteur des énergies fossiles responsable du désastre et de lui imposer de réparer tout le tort qu'il crée après les énormes profits qu'il a engrangés.

Au cours des trois ou quatre dernières années, nous avons assisté à l'émergence d'un nouveau mouvement dans la société civile appelant l'ensemble des institutions et de la population à retirer leur argent de l'industrie pétrolière et à rejoindre les rangs des scientifiques, écologistes et activistes qui tentent de lui ôter la respectabilité dont elle jouit encore mais qu'elle ne mérite pas. Il s'agit d'un mouvement d'envergure mondiale emmené par des étudiants, des communautés de croyants ainsi que par des hôpitaux, des villes, des fondations, des entreprises et des citoyens. Il mène une bataille sur le terrain moral afin de pousser les compagnies pétrolières à sortir d'un modèle qui menace jusqu'à notre survie.

Je prie pour que l'humanité fasse les premiers pas concrets, en tant que collectif, vers le dépassement des énergies fossiles et l'entrée dans une nouvelle ère. En Afrique du Sud, l'un des mots que nous utilisons pour décrire les relations humaines est "*ubuntu*", ce qui signifie : je suis parce que tu es. Mes succès et mes échecs sont liés aux tiens. Nous sommes faits l'un pour l'autre, pour l'interdépendance. Ensemble, nous pouvons rendre le monde meilleur.

Qui peut donc arrêter le changement climatique avant qu'il ne soit trop tard ? Nous. Nous, c'est-à-dire vous, vous, vous et vous. Nous, c'est-à-dire vous et moi. Et ce n'est pas juste une simple possibilité que nous avons. C'est une responsabilité qui prend sa source dans la genèse de l'humanité, quand Dieu a enjoint aux premiers habitants du jardin d'Éden de "*le cultiver et de l'entretenir*". Or "*l'entretenir*" ne veut pas dire en abuser. Cela ne veut pas dire en récolter le plus d'argent possible... ni semer les graines de sa destruction.

Desmond Tutu, 2014.

Traduit par Clara Breteau

Publié en français comme préface à l'ouvrage collectif *Crime climatique Stop ! L'appel de la société civile*, aux éditions du Seuil, septembre 2015, ouvrage coordonné par Nicolas Haeringer, Maxime Combes Jeanne Planche et Christophe Bonneuil. Cet ouvrage est disponible sur le site d'Attac France.

Cette préface est issue d'un texte initialement paru dans *The Guardian* et légèrement révisé avec l'auteur.